

Dans les écoles, des fermetures « ciblées »

L'éducation nationale défend une gestion « au cas par cas » des confinements d'élèves et d'enseignants

Tous les établissements scolaires sont désormais fermés en Italie, en Grèce, en Pologne, en République tchèque, en Ukraine et au Danemark. Alors que la France se prépare au stade 3 de l'épidémie, une question résonne au sein de la communauté éducative : « Pourquoi pas nous ? » Pourquoi le deuxième foyer épidémique en Europe ne prendrait-il pas une mesure de cet ordre ?

« Ce n'est pas notre modèle », a défendu le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, sur Franceinfo, jeudi 12 mars. « La règle est définie par les autorités de santé », a-t-il rappelé, et la liste des écoles fermées va « nécessairement s'allonger ». Ce jeudi, le nombre d'élèves confinés a atteint 420 000, sur un total de 12,4 millions. Mais la stratégie française est celle du « ciblage », et non de la « fermeture totale » des établissements, a martelé le ministre de l'éducation. Lors d'un déplacement dans une école

primaire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) la veille, son homologue à la santé, Olivier Véran, avait lui aussi défendu la continuité pédagogique en avançant un autre argument : « Si les écoles sont ouvertes, c'est parce que mettre les enfants à l'école n'est pas dangereux pour [eux] », même s'ils peuvent être « vecteurs » du virus, a-t-il expliqué. A ses côtés, M. Blanquer a rappelé le souci de maintenir une « unité de vue dans la manière d'aborder cette crise sanitaire ».

Courriers aux familles

C'est bien cette « unité de vue » que les enseignants questionnent, au fur et à mesure que l'épidémie s'étend : après l'Oise, le Haut-Rhin et le Morbihan, la Corse et seize communes du nord et de l'est de Montpellier ont annoncé, mercredi, la fermeture de leurs établissements.

A Paris, qui concentre, en additionnant le public et le privé, 762 écoles et 349 collèges et ly-

cées, la plus forte concentration de France, la tension est montée d'un cran en dépit d'un faible nombre de cas recensés : l'annonce coup sur coup, le 9 mars, d'au moins un personnel touché à la cité scolaire Paul-Valéry, dans le 12^e arrondissement, puis d'une fillette de CE2 à l'école Blomet, dans le 15^e, a marqué une étape. « C'est devenu "le" sujet de discussion en salle des maîtres », témoigne Pauline Laby, enseignante remplaçante dans le 18^e et porte-parole du SE-UNSA-Paris. Plus personne ne peut se sentir à l'abri. »

En Ile-de-France, la question a rebondi avec l'envoi, mercredi, de courriers à destination des familles. Certains, qui émanent de crèches, anticipent d'éventuelles fermetures. D'autres, envoyés par des écoles, insistent plutôt auprès des parents sur la possible mise en place d'un enseignement à distance. Une façon de se préparer, sans le dire, au confinement ? « Rien de tel ne se dessine pour l'heure sur le front des écoles pari-

siennes », tempérait-on mercredi soir au rectorat de Paris.

L'agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France a clarifié sa position mercredi. Son directeur, Aurélien Rousseau, a affirmé au Parisien que toutes les écoles maternelles où se présenterait un cas d'enfant malade seraient fermées. Pour les écoles primaires, la fermeture complète sera également appliquée s'il y a plusieurs cas, le confinement de la classe étant toujours la norme si un seul enfant est malade. « C'est une ligne de conduite que l'on s'est donnée, en estimant qu'en dessous d'un certain âge on ne peut ni évaluer les cas contacts ni mettre en place les gestes barrières », précise-t-on dans l'entourage du directeur.

Mais, d'un territoire à l'autre, les décisions varient : à Angers, plus de 90 personnels et élèves du lycée professionnel Henri-Dunant sont confinés après un cas confirmé. A Etampes (Essonne), ce sont trois classes qui sont confinées, pour un enseignant positif au Covid-19. A Saumur (Maine-et-Loire), seuls 25 élèves sont isolés pour un cas.

La décision de fermer des écoles est « partenariale », défend l'ARS d'Auvergne-Rhône-Alpes. L'ARS ne fait que « recommander » des fermetures décidées ensuite à l'échelon préfectoral. A la différence de l'ARS Ile-de-France, par exemple, celle d'Auvergne-Rhône-Alpes n'a pas mis en place de « limite d'âge » en dessous de laquelle la fermeture

« IL NOUS FAUT DES CONSIGNES CLAIRES POUR NE PAS AJOUTER À UNE SITUATION SANITAIRE DÉLICATE »

ÉLISABETH KUTAS
secrétaire départementale
du SNUipp-FSU-Paris

est systématique. « La décision dépend du nombre de cas, et de leur évolution, y précise-t-on. D'un département à l'autre, les décisions peuvent être très différentes, selon les préfetures et les configurations locales. »

« Pas de mode d'emploi parfait »

En attendant, les établissements touchés naviguent à vue. Le lycée Blaise-Cendrars de Sevran (Seine-Saint-Denis) tourne ainsi au ralenti depuis lundi, après la découverte de deux cas de Covid-19 chez des élèves de terminale. Toutes les classes de ce niveau ont été placées en « quatorzaine » samedi 7 mars, mais les autres élèves, inquiets, se sont massivement absentés depuis. « Il fallait soit confiner tout le monde, soit ne confiner que leur classe », juge un personnel de l'établissement. Plusieurs enseignants et agents d'entretien se sont mis en arrêt maladie pour la semaine.

« Il nous faut des consignes claires pour ne pas ajouter à une situation sanitaire délicate », fait valoir

Elisabeth Kutas, du SNUipp-FSU-Paris, syndicat majoritaire au primaire. A l'annonce de la mise en « quatorzaine » d'enfants et d'enseignants de retour d'Italie, il y a quinze jours, nombre d'enseignants ont eu le sentiment que « l'éducation nationale patinait un peu », raconte-t-elle. La levée des quatorzaines, lors du passage du stade 1 au stade 2 de l'épidémie, n'a pas réduit l'inquiétude, au contraire. « En attendant le passage au stade 3, chacun s'interroge sur la cohérence ou l'incohérence de la réponse sanitaire, souligne aussi Pauline Laby. C'est difficile d'admettre qu'on ne sait pas comment cela doit se passer, et qu'il n'y a pas de mode d'emploi parfait. Mais soit on fait confiance au système, soit on cède à la panique. »

« On nous répète que la situation est extrêmement évolutive, et que ce qui est valable un jour ne l'est pas forcément le lendemain, souligne Jean-André Lasserre, de la fédération de parents FCPE Paris. Cette façon de communiquer peut donner l'impression d'un manque de logique. » Et cela n'échappe pas aux élèves. « Sur les réseaux sociaux, on fait des pronostics sur la date à laquelle on sera confiné », témoigne Amélie, 15 ans, collégienne à Paris. Sa meilleure amie, Manon, scolarisée à Auray (Morbihan), dans l'un des premiers clusters (foyers) identifiés, expérimente déjà l'école à la maison. « La rumeur court que ça va durer », confie-t-elle. ■

MATTEA BATTAGLIA
ET VIOLAINE MORIN